Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 32 (1974)

Heft: 3

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Introduction à l'économie sociale du Tiers Monde[1]

Il n'est pas ici question d'une étude d'économie politique. Seul, l'aspect social des phénomènes est considéré. Le champ d'investigation n'est pas moins extrêmement vaste, allant de la démographie à la psychologie. Si un tel éventail est instructif et agréable pour le lecteur, il n'est évidemment pas de nature à simplifier la tâche de celui qui doit fournir un compte rendu. Pourtant, on ne saurait assez recommander la lecture d'un tel ouvrage par quiconque s'intéresse aux problèmes du Tiers Monde.

La littérature sur les pays en voie de développement est surabondante. Elle présente cependant une valeur assez inégale, et peut être classée en deux grandes catégories. La première se compose des ouvrages rédigés par les apôtres, les propagandistes, ceux que brûle la foi, ceux qu'anime l'amour d'un prochain même éloigné et aussi, il faut bien en convenir, ceux que n'anime pas une grande charité à l'endroit de notre monde occidental. Ces derniers ne sont peut-être pas les moins nombreux. De tels travaux aboutissent généralement mieux à nous inculquer un complexe de culpabilité, et donc à nous affaiblir, qu'à résoudre les problèmes extraordinairement complexes des pays en voie de développement. L'évolution de ces pays depuis de longues années est là pour en témoigner.

La seconde catégorie d'ouvrages est l'œuvre de personnes qui recherchent des solutions dans un esprit scientifique, donc objectif, et en parfaite connaissance de cause. La compétence est ici nécessaire. Elle est acquise moins par le propagandiste ou l'apôtre qui se rendent fréquemment en tournées aux quatre coins du monde que par des spécialistes ayant travaillé de longues années en tel ou tel pays sous-développé. L'ouvrage sous revue appartient à cette seconde catégorie, et c'est la raison pour laquelle il présente un très réel intérêt.

Il semble que le plus grand obstacle auquel se heurte le développement du Tiers Monde ne soit pas du tout le manque de dollars, mais l'absence d'un minimum de rationalité dans le comportement. Le sens de l'utile fait trop souvent défaut. Ajoutons à cela le fait que l'homme du Tiers Monde a une notion du temps difficilement réductible à celle de l'homme occidental et beaucoup d'échecs, beaucoup d'insuccès seront expliqués. Le besoin de tuer le temps, l'attrait parfois irrésistible de se livrer à une semi-oisiveté sont presque toujours incompatibles avec nos notions d'une organisation économique et sociale comptabiliste, monétarisée et planificatrice. Cependant, il n'est pas de croissance industrielle sans une telle recherche constante de l'efficacité.

---

[1] ARTHUR DOUCY et PAULE BOUVIER: *«Introduction à l'économie sociale du Tiers Monde»*; Université libre de Bruxelles, Editions de l'Institut de sociologie; 1970; 336 p.

Du haut en bas de l'échelle sociale, cette résistance à la recherche de l'utile compromet le développement. En haut, les plus riches ont diverses manières d'utiliser leurs revenus souvent considérables. Aucune, cependant, ne rencontre la préoccupation majeure qui serait celle du capitaliste occidental. Les investissements productifs ne tentent souvent pas plus les riches du Tiers Monde que les féodaux de l'Occident à l'époque du Moyen Age. Les uns utilisent leurs ressources à des dépenses de luxe, presque toujours dans un but de prestige. D'autres ne songent qu'à thésauriser, accumulant les écus d'or comme le financier de La Fontaine. D'autres encore s'empressent, quand ils le peuvent, de placer leurs fonds à l'étranger, préférant que ce soit l'Américain, l'Allemand ou le Suisse qui prennent les risques de l'investissement dans ce qui constitue pourtant leur propre patrie.

Au bas de l'échelle, lorsque l'aide technique de l'extérieur est parvenue à améliorer la productivité du travail, il arrive fréquemment que les indigènes en tirent prétexte non pour élever leurs conditions matérielles d'existence, mais pour travailler moins encore. En Cyrénaïque, des nomades ont continué de vivre sous la tente à côté des maisons qui leur avaient été données. Ce phénomène a été constaté en Inde également, au sein d'une population de pêcheurs.

Le tout se complique encore trop souvent du fait que le Tiers Monde n'est pas réellement neutre dans les sentiments qu'il éprouve à l'égard des pays développés. Nos auteurs relèvent justement que les pays pauvres « se sont groupés au sein d'organisations dites non engagées, mais en réalité dirigées contre les anciens colonisateurs, et plus largement contre les Européens et leurs alliés américains » (p. 9). Au moment où, sous la pression d'une certaine opinion occidentale surtout, l'indépendance a été accordée, « les commis de banque, les postiers et les dactylos... ont pris le pouvoir » (p. 72). Les sentiments éprouvés par la majorité de la population n'ont pas toujours été ceux que l'on attendait. Les indigènes se sont sentis tout à la fois abandonnés, lésés, rejetés par ces peuples riches dont à l'époque des Empires coloniaux ils faisaient partie, involontairement sans doute, mais effectivement tout de même.

Dans la communauté des Etats « libérés », des regroupements se sont donc opérés, parfois contre nature. Malgré les différences de race, de langue, de religion, de couleur, de culture, de civilisation, l'union s'est faite, plus apparente et formelle que réelle.

Elle s'est faite par dépit, par regret, par amertume. Une telle union est trop souvent orientée contre les Etats riches, et dissimule mal l'hostilité que ces pays pauvres continuent de nourrir les uns à l'égard des autres. Cette multiplicité des situations complique les politiques de développement. La voie choisie est irréductible à notre propre conception du développement économique. Par ailleurs, les formes nouvelles qui s'instaurent ne sont pas toujours conformes aux politiques abstraitement préconisées. Tout cela, qui est bien compliqué, est pourtant très clairement exposé dans l'excellent ouvrage d'Arthur Doucy et de Paule Bouvier.

FRANÇOIS SCHALLER

Vers quoi les trotskistes détournent-ils la jeunesse?[1]

Cette petite brochure, éditée à Moscou à des fins de propagande, ne prouve en somme qu'une chose, à savoir que le marxisme est en train d'éclater. Elle établit ce fait très clairement. Il y a un relent de nostalgie dans la manière dont M. M. Basmanov nous parle du « monoli-

[1] MIKHAIL BASMANOV: *« Vers quoi les trotskistes détournent-ils la jeunesse? »*; Edit. Agence de presse Novosti, Moscou 1973; 104 p.

thisme politique » de la patrie du marxisme. En vérité, les temps sont révolus où Moscou n'avait à lutter que contre les régimes de liberté. Aujourd'hui, il s'agit toujours de se défendre à droite, certes, mais aussi sur ses arrières où s'agite la Chine du président Mao, et encore à gauche où les disciples de Trotsky paraissent avoir le vent en poupe. C'est contre ces derniers que la présente brochure est rédigée.

La IVe Internationale est née en septembre 1938, dans un faubourg parisien. Il semble qu'au cours des vingt ou trente premières années, l'essor du mouvement ait été bien modeste. L'anarchisme était alors peu goûté des peuples et des gouvernements, et assez sévèrement réprimé. Combien furent-ils, au début, à fonder la IVe Internationale? On sera probablement mieux renseigné en 1980, car Léon Trotsky a légué ses archives à l'Université Harvard à condition que les documents secrets de la IVe Internationale ne soient pas publiés, ni remis aux historiens, avant cette date.

Depuis 1968 au moins, les trotskistes sont très remuants, avec Alain Krivine, Germain (alias Ernest Mandel) et quelques autres encore. Ils sont les « chevaliers de la phraséologie pseudo-révolutionnaire de gauche ». Notre auteur leur reproche, d'abord, une tactique opportuniste et hérétique. Ces gauchistes ne croient pas à la mission révolutionnaire du prolétariat. Ils se moquent ainsi du dogme le plus sacré, que M. Basmanov se croit obligé de rappeler pour la circonstance: « La révolution est impossible si elle n'est pas dirigée par le prolétariat » (p. 59). Or, les néo-trotskistes n'en croient rien. Ils ont imaginé, d'abord, qu'ils pourraient disposer d'une masse révolutionnaire auprès des paysans pauvres des pays du Tiers Monde au moment où ceux-ci accédèrent à l'indépendance. Toutefois, ces agriculteurs n'aspiraient, en vérité, qu'à devenir propriétaires. L'idéologie des gauchistes ne rencontra donc guère d'écho dans ces milieux.

Avec Herbert Marcuse, on se tourna donc, dès mai 1968, du côté des étudiants. On fit là beaucoup de ravages, à en croire notre auteur. Toujours selon celui-ci, la clientèle préférée du gauchisme serait présentement recrutée parmi les journalistes, les sociologues, les historiens et même parmi certains écrivains. L'observation ne manque pas d'intérêt.

M. Basmanov reproche ensuite aux gauchistes leurs méthodes. Ces gens « croient dur comme fer que l'esprit révolutionnaire a comme critère la quantité de carreaux brisés pendant les manifestations ou la hauteur des flammes jaillies d'un immeuble incendié » (p. 40). Pire encore: avec Marcuse, les partisans de la IVe Internationale regrettent les formes légales de la lutte de classe, et préconisent la négation totale de la société industrielle moderne. Cela, notre auteur ne saurait évidemment l'admettre. On le comprend. Qui s'en prend aujourd'hui à la société industrielle ne s'oppose pas seulement aux Etats-Unis, mais à l'URSS aussi. Alors, attention... L'impertinence des gauchistes va jusqu'à accuser les partis communistes de l'Occident de ne préconiser, en fait de révolution, que la voie pacifique. M. Basmanov s'indigne. L'emploi des armes, rappelle-t-il, n'est en principe pas du tout condamné dans l'arsenal des méthodes révolutionnaires. Si on comprend bien, on les utilise ici simplement avec plus de discernement que là.

Cette étude mérite d'être lue par tous ceux qui désirent être renseignés sur les points de friction entre communistes orthodoxes et gauchistes révolutionnaires, ceci aussi bien quant à la doctrine professée qu'aux méthodes utilisées pour remplacer la liberté par la dictature marxiste.

FRANÇOIS SCHALLER

Production, Demande, Prix[1]

C'est en 1961 que le professeur Wilhelm Krelle a publié, en allemand, son ouvrage consacré à la théorie des prix, étude dont le retentissement fut très grand. Une excellente traduction française due à Georges Bernard fut assurée, en 1970, par les soins de Gauthier-Villars. L'œuvre comprend deux volumes, avec préface du professeur Henri Guitton. Il n'est rendu compte, ici, que du premier, à l'exclusion de la théorie des prix qui figure dans le second tome.

On peut dire que W. Krelle est ainsi l'auteur d'un monument. Il s'est proposé de revoir de fond en comble l'ensemble de la théorie des prix. Un tel projet l'a nécessairement conduit à repenser les bases de cette théorie. Avant de comprendre les prix, il faut se situer dans la cellule où ils s'élaborent, c'est-à-dire dans l'entreprise. L'auteur en déduit la nécessité de nous fournir, au cours de la première partie, une théorie de la production. Ce n'est toutefois là qu'une face d'un phénomène qui en comprend deux, la seconde se plaçant dans la perspective des ménages qui consomment. C'est alors la théorie de l'utilité. Le premier volume, dont il est ici question, expose donc au cours de ses deux parties la théorie de la production et celle de l'utilité. Quant à la théorie des prix proprement dite, elle fait l'objet du second volume.

L'ambition de l'auteur est de fournir une explication des réalités économiques. « Le point de vue de l'art pour l'art est pour moi, en économie politique, absurde », dit-il. Mais, on sait que les réalités sont complexes. C'est peut-être ce qui explique la très grande complication des théories de Wilhelm Krelle. Dans sa préface pourtant fort élogieuse, le professeur Henri Guitton le relève lui-même et souhaite que les disciples de Krelle « recommencent patiemment ces analyses pour les exprimer à nouveau, d'une manière peut-être plus réduite, qui conserve ce qui est essentiel à l'intelligence de tous les prix possibles de demain » (p. VIII).

Il est difficile de dégager, dans la Théorie de la production de Krelle, ce qui est réellement original. En revanche, le lecteur est enchanté de trouver sur tous les points le rappel des différentes opinions émises jusqu'ici par les théoriciens les plus éminents. Cela élargit son horizon, mais ne lui permet pas toujours d'atteindre une certitude dans une direction ou dans une autre.

Ainsi en est-il, par exemple, des rendements croissants et décroissants. John Stuart Mill estimait que dans l'industrie, contrairement à l'agriculture, les rendements sont croissants. Un tel courant de pensée s'imposa assez généralement jusqu'au seuil des années 20. Au milieu de ce siècle, Gutenberg, économiste allemand dont W. Krelle fait grand cas, a renversé l'opinion. Il ne croit plus aux rendements croissants. En 1965, Ragnar Frisch, se fondant sur des études expérimentales, constate qu'en principe les rendements industriels sont d'abord croissants, puis décroissants. D'autres observations, plus récentes, tendent à conclure que dans l'industrie les rendements marginaux croissants, s'ils existent, sont assez rares. Finalement, que penser au sujet de cette question pourtant essentielle? Peut-être ne s'agit-il simplement que de malentendus découlant des définitions. L'auteur nous fait observer que des rendements marginaux croissants ne peuvent apparaître que si on considère comme input des facteurs de stock leur disponibilité, et non pas leurs prestations. De plus, il estime que de tels rendements croissants ne seront constatés que si l'optimisation de la production admet des procédés de fabrication non efficaces. Le débat n'en reste pas moins quelque peu obscur.

---

[1] WILHELM KRELLE: *« Production, Demande, Prix »*; volume I: *« Théorie de la Production — Théorie de l'Utilité »*; trad. Georges Bernard; préface du professeur Henri Guitton; Ed. Gauthier-Villars, Paris 1970; 384 p.

Dans sa Théorie de l'utilité, l'auteur paraît déborder nettement le cadre de son projet initial. Sa démarche n'est plus exclusivement explicative. Elle devient, par certains aspects, nettement normative. L'analyse nouvelle et le dépassement des lois de Gossen nous ont paru présenter le plus grand intérêt. L'examen de la notion d'utilité et de l'ordre de préférence des principes de comportement nous engage sur un terrain quelque peu mouvant. « C'est une affaire de foi et j'ai cette foi » (p. 312) reconnaît l'auteur, qu'il faut louer de sa grande probité intellectuelle. Ses références à Heidegger vont dans le même sens. Nous sommes ici au-delà de ce que la méthode scientifique peut nous apporter. Il en va de même, évidemment, des considérations de W. Krelle sur la révélation chrétienne.

Oui ou non, l'utilité est-elle mesurable? Les utilités sont comparables, certes, au sein du même individu (utilité ordinale), mais si l'on peut dire de deux utilités qu'elles sont indifférentes, ou que l'une est préférée à l'autre, il n'est en revanche pas possible de mesurer *de combien* un état est préféré à un autre. Telle est du moins l'opinion de V. Pareto, Hicks, Allen, Samuelson, von Stackelberg, E. Schneider, Arrow, etc. Pour d'autres (les cardinalistes), l'existence d'une fonction continue et cardinale d'utilité U peut être établie. Donc l'utilité serait bel et bien mesurable. Ainsi pensent Jevons, Walras, K. Menger, A. Marshall, Böhm-Bawerk, Robertson, von Neumann et Morgenstern. Notre auteur s'étend longuement sur cette question, et pas seulement au cours de la Section III réservée au problème. Finalement, il estime qu'un tel sujet n'est pas l'objet de son livre (note de la p. 263) et que, d'ailleurs, en micro-économie, il est inutile pour la recherche d'admettre que l'utilité est mesurable. Cette dernière remarque, parfaitement justifiée, ne s'applique évidemment pas à la macro-économie.

La Théorie du bonheur de W. Krelle nous paraît aussi s'inspirer de considérations normatives plus que de développements scientifiques. Selon notre auteur, au-delà d'un certain seuil de disposition des biens, seuil d'ailleurs vite atteint, l'utilité ne croîtrait plus. En revanche, elle diminue si la fortune des autres augmente alors que la sienne demeure constante. On serait heureux avec peu, si les autres ne possèdent pas davantage. On serait malheureux en possédant beaucoup si nos voisins ont plus encore. Toute la théorie du bonheur repose ici sur ce « seuil de jalousie » (p. 292).

Il est bien évident que si une telle notion du bonheur est acceptée, la théorie de l'optimum social de bien-être, de Vilfredo Pareto, s'effondre immédiatement. Le seul fait d'améliorer la situation matérielle d'un individu sans réduire celle des autres membres de la société diminue le bonheur de chacun, par la seule vertu du « seuil de jalousie ». Est-on cependant certain que dans leur grande majorité, les hommes se sentiraient d'autant plus heureux qu'ils sauraient leurs semblables l'être moins? Ce n'est pas là non plus une vérité scientifiquement établie. Si elle l'était, ce serait fort affligeant pour l'idée que beaucoup se font de l'homme.

On sait que depuis le début des années 50 les mathématiques ont envahi le domaine de l'économie politique. Il semble que l'aridité des formules ait pour premier effet d'inciter beaucoup d'économistes modernes à se « défouler » en se libérant brusquement des développements mathématiques afin de se livrer à des incursions sur le plan de l'éthique ou de la morale. Ils affirment alors en toute liberté, heureux d'échapper à la rigueur de la logique mathématique. Lorsque W. Krelle nous dit « que le critère du bénéfice jouera toujours un rôle important pour l'entreprise privée *puisque les pertes conduisent à la faillite* » (p. 255), il nous montre une fois de plus la sympathie mélangée qu'il éprouve à l'égard de la recherche du profit. Semblable affirmation n'est pas moins très contestable. L'auteur sait qu'à l'Est, où l'entreprise ne risque jamais la faillite, le profit est aujourd'hui le critère principal selon lequel est jugée la cellule de production.

Les Soviétiques ont compris que le profit était indispensable à l'amélioration des conditions de vie et à la croissance. Il nous serait, quant à nous, fatal de l'oublier.

L'ouvrage du professeur Krelle présente le plus grand intérêt pour quiconque s'intéresse à l'aspect théorique de la production et surtout pour ceux qui, une nouvelle fois, veulent tenter d'aller au-delà de la théorie classique dans l'analyse de l'utilité.

FRANÇOIS SCHALLER

Les moissons et les hommes[1]

L'auteur est ingénieur agronome. Il s'est consacré longtemps au développement rural, en plusieurs régions du Tiers Monde. Il a payé de sa personne. Il connaît ce dont il parle. Le lecteur s'en rend compte immédiatement. L'ouvrage est remarquablement documenté. M. Drachoussoff prouve qu'on peut être enthousiaste sans se bercer d'illusions, et se montrer objectif sans décourager le lecteur à la recherche de solutions aux problèmes posés. L'auteur n'a d'ailleurs nullement l'intention d'ajouter une théorie nouvelle du développement à toutes celles, innombrables, qui existent déjà. L'originalité de son étude consiste bien davantage à décrire l'activité d'un agronome appelé à intervenir dans un pays en voie de développement, à montrer la nature des problèmes qu'il devra résoudre, à décrire les obstacles qui se dresseront sur sa voie, à proposer la manière la plus heureuse de les surmonter. Une telle étude présente donc une grande valeur. C'est en quelque sorte un guide pratique. Cet ouvrage doit être connu de quiconque se propose d'aborder, dans le Tiers Monde, le problème du développement agricole.

Toutefois, l'auteur ne limite pas sa recherche aux dimensions de ce guide pratique et descriptif à l'intention des agronomes opérant sur le terrain. Il s'élève rapidement au niveau des principes généraux et d'une théorie comprise dans le meilleur sens du terme. Alors, en quoi un tel ouvrage se distingue-t-il d'un grand nombre d'autres publications? En ceci qu'il parcourt le chemin inverse de celui suivi par ces « croyants qui traversent la phase missionnaire des religions nouvelles » (p. 276). Au lieu de partir de l'idéologie révolutionnaire pour aboutir à la ligne pratique qu'il faudrait suivre, ligne qui sera toujours désincarnée de toute réalité, M. Drachoussoff, lui, part des faits concrets, du donné réel qu'il a commencé par étudier et par observer longuement. Il dégage *ensuite* une synthèse nécessairement théorique. Bref, sa démarche, essentiellement inductive, est réellement scientifique.

On nous répète partout que l'aide accordée au Tiers Monde est quantitativement insuffisante. Notre auteur le pense aussi. Il se garde toutefois de le rappeler sans ajouter aussitôt que cette aide est qualitativement inadéquate, et imparfaitement utilisée. L'effort intérieur, dit-il, est trop souvent erratique et inefficace, même dans les pays à régime fort comme Cuba, l'Algérie ou la Guinée. Les mutations exigent des efforts souvent considérables. Les gouvernements, quels qu'ils soient, n'ont guère de sympathie pour celui qui, fut-il l'agronome de la coopération technique, leur impose un choix difficile. Pourtant, le développement dépend de ces choix.

Encore convient-il de préciser ce qu'est, finalement, le développement. M. Drachoussoff adopte l'excellente définition qu'en donne François Perroux: « Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître

[1] V. DRACHOUSSOFF: *« Les moissons et les hommes — La coopération au développement rural dans les pays non industrialisés »*; Université libre de Bruxelles, Ed. de l'Institut de sociologie; 1971; 295 p.

cumulativement et durablement son produit réel global». Excellente définition, disons-nous, car elle permet la mesure du développement, sans renoncer à rattacher celui-ci aux facteurs mentaux et sociaux qui, de toute évidence, conditionnent le phénomène de croissance.

De plus, une notion quantitative du développement permet de repousser les inutiles palabres sur la qualité de civilisation et le degré de bonheur. Notre auteur ne s'en fait pas faute. Il prévient ses lecteurs qu'il se sent incapable de bâtir sur des notions trop subjectives une politique cohérente de développement. A quoi peut avancer la discussion sur la valeur comparative de la société patriarcale et celle de notre société désintégrée de consommation? demande-t-il. Il renonce à nous fournir «la définition exacte d'un homme heureux» (p. 19).

En fin d'ouvrage, M. Drachoussoff reprend, en termes différents, la définition de F. Perroux. «Se développer, c'est se libérer de ses pesanteurs internes et des contraintes extérieures». C'est accroître sa liberté de s'exprimer et d'agir. «Aucune réussite technique, aucun investissement ne laisseront de traces durables s'ils n'ont abouti à cette mutation» (p. 271).

Rejoignant les observations d'Arthur Doucy et de Paule Bouvier, notre auteur souligne longuement, tout au cours de son étude, l'obstacle au développement que constitue, dans les populations du Tiers Monde, l'absence du sens de l'utile, si développé chez nous et qui constitue la condition première de la croissance. Par exemple, surestimer l'influence d'une hausse des prix des produits agricoles sur le dynamisme du milieu rural est une erreur. Il se peut aussi bien qu'une telle hausse aboutisse à l'inverse du résultat désiré, c'est-à-dire à la réduction de la production (p. 261). C'est ce qu'un Occidental éprouvera toujours tant de peine à comprendre. Faut-il alors que l'Etat fasse largement usage de la contrainte? L'auteur ne le pense pas. Il est prêt à convenir que les agriculteurs des pays neufs, lorsqu'on est parvenu à les motiver, montrent plus de plasticité et d'initiative que les bureaucrates qui les régentent.

M. Drachoussoff envisage, au cours d'un premier stade, une amélioration quantitative du bien-être par une augmentation de la productivité (p. 20). Plus loin, le praticien refait surface, et la notion de productivité, mise en avant un peu hâtivement, est bien vite corrigée: «Tous les agronomes ont compris, aujourd'hui, qu'il ne faut pousser à la production que dans la mesure où celle-ci peut être consommée et vendue» (p. 259). Et encore: «Il est aussi important de vendre la récolte que de la produire» (p. 261). Mais, tous les agronomes l'ont-ils réellement compris, chez nous comme dans le Tiers Monde?

Cet ouvrage s'ajoute à la liste des études très remarquables publiées par l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles. De tels travaux se distinguent par la qualité et les compétences indiscutables de chacun des auteurs.

FRANÇOIS SCHALLER

L'Epargne des ménages[1]

Que n'a-t-on pas écrit déjà au sujet de l'épargne... La littérature économique sur le sujet est plus riche en théories célèbres, il est vrai, qu'en observations sûres. Nous sommes ici dans le champ de prédilection de la méthode déductive. De Ricardo à Keynes, les théories se sont multipliées. Les a-t-on toujours vérifiées? Certes non. L'appareil statistique nécessaire fit longtemps

[1] L. FORTRAN et G. KLEIN: *«L'Epargne des ménages»*; Presses universitaires de France; Paris, 1970; 218 p.

défaut; aujourd'hui, il existe, mais nous sommes très éloignés encore, en ce domaine plus peut-être qu'en d'autres, d'une situation satisfaisante.

Dans nos sociétés industrielles avancées, l'épargne est alimentée par trois sources principales: l'Etat, les entreprises, et les ménages. L'ouvrage sous revue se limite à l'examen de l'épargne des ménages. Actuellement encore, elle représente la bonne moitié du total de l'épargne, le solde se partageant de façon à peu près égale entre l'Etat et les entreprises. Au début du siècle, l'épargne de l'Etat était pratiquement nulle, celle des entreprises occupait la même proportion environ qu'aujourd'hui, et l'épargne des ménages figurait dans le total pour 75 à 80%. Précisons que l'étude de MM. Fortran et Klein est axée essentiellement sur la France. Les références à d'autres pays ne font certes pas défaut, mais la très grande majorité des indications fournies émanent des statistiques françaises.

Disons d'emblée que ce qui frappe le plus, à la lecture de ce travail, est le peu de certitudes sur lesquelles nous pouvons nous fonder quant à l'épargne, sa masse, son évolution quantitative au cours d'un futur même proche, sa répartition, son affectation, l'influence qu'elle subit à la suite d'une variation du revenu, ou d'une modification du taux d'intérêt, ou d'une inflation grave et prolongée. Bien peu de théories déductives ont pu, sur ce plan, trouver une éclatante confirmation par l'observation statistique des faits. Le grand mérite de nos auteurs est de bien mettre en évidence la nature des difficultés, les problèmes qui se posent, les obstacles auxquels on se heurte dans l'étude de l'épargne. Ils soulèvent certainement plus de questions qu'ils ne fournissent de réponses, mais tel est souvent le cas des travaux réellement scientifiques.

D'abord, il est permis de douter du degré suffisant d'approximation des chiffres indiquant le volume de l'épargne. On obtient cette donnée à l'aide d'enquêtes dont la technique s'est pourtant grandement affinée au cours de ces dernières années. Malgré cela, force est de reconnaître que les résultats de telles enquêtes sont le plus souvent en désaccord avec les chiffres provenant des sources globales de la comptabilité nationale. Les enquêtes pilotes en France posent donc encore un problème. Il est vrai qu'on parvient plus aisément à appréhender des *variations* dans la masse, la formation et l'affectation de l'épargne que des indications précises sur son volume absolu.

Le but de telles enquêtes est d'ailleurs davantage de fournir *l'explication* de certains problèmes plutôt que de résoudre une problématique de la mesure. Rechercher la signification d'écarts entre les patrimoines, expliquer des différences en fonction des conditions socio-professionnelles, de l'âge, de la taille du ménage, du statut d'occupation du logement, des ressources exceptionnelles, voire de facteurs psychosociologiques qu'on tente d'isoler, tels sont les objectifs majeurs de ces enquêtes. On comprend dès lors que nos auteurs concluent leurs recherches en constatant que « l'épargne est en train de devenir un des lieux privilégiés du dialogue fructueux entre statisticiens, économistes, sociologues et psychologues ». Les risques courus demeurent inhérents à toute enquête. Par exemple, ne modifie-t-on pas sensiblement le comportement des ménages enquêtés du simple fait de les sensibiliser aux problèmes de placement?

Parmi les hypothèses qui paraissent le mieux confirmées par les enquêtes, certaines présentent un intérêt très particulier. C'est ainsi que de 1960 à 1970, le pourcentage de l'épargne brute ramenée au revenu brut des ménages s'est tenu remarquablement stable, entre 10 et 12%. Nos auteurs considèrent que cette proportion ne croît que lentement, sur la période longue, peut-être

au rythme approximatif de 1 % par décennie. Il ne semble donc pas qu'on ait là une confirmation décisive de l'une des principales lois dégagées par Keynes.

Par ailleurs, le rapport entre le patrimoine net et les ressources brutes du ménage français s'élève beaucoup. De 1953 à 1963, il a passé de 1,80 à 2,20. On voit par là combien l'enrichissement des sociétés occidentales est rapide depuis la fin de l'ère des crises générales de surproduction, et grâce à l'accumulation de l'épargne des ménages. La masse épargnée n'en est pas moins relativement stable, on l'a vu. Le brusque développement d'une forme de placement, phénomène qui se produit fréquemment, pourrait laisser croire le contraire. Il n'en est rien, cependant, car l'attrait exercé par une forme nouvelle de placement s'exerce presque toujours au détriment d'une autre.

La désaffection des épargnants français à l'égard de l'épargne constituée par les polices d'assurance-vie est un fait vérifié. La chose est d'ailleurs facilement explicable si l'on songe au revenu procuré à l'échéance de vingt-cinq ans par une police contractée, disons, en 1938. L'Etat français est donc intervenu, sur le plan fiscal notamment, pour favoriser une forme de prévoyance qui tendait à s'amenuiser beaucoup sous l'effet de l'inflation. Il est probable qu'en Suisse, la question ne tardera pas à se poser en termes identiques. De plus, une désaffection persistante se remarque en France à l'égard des placements mobiliers, et ceci depuis la chute brutale des cours, à la Bourse, en 1962. Ce dernier phénomène est plus marqué en ce pays qu'en d'autres.

Les conséquences de l'inflation sur les formes de l'épargne sont loin d'être déjà toutes connues avec certitude. Jusqu'ici, l'épargne des ménages était antérieure à l'investissement immobilier. Elle tend de plus en plus à être remplacée par une épargne quasi contractuelle, postérieure à l'acquisition de la maison familiale. Le rôle des intermédiaires financiers s'en trouve encore accru. Ceux-ci exercent de plus en plus une action déterminante, il faut bien le dire, sur l'orientation de l'épargne des ménages, tant devient inextricable l'univers financier moderne dans lequel l'épargnant devrait se débattre. Chose apparemment curieuse, l'épargnant français fait preuve depuis longtemps d'une préférence marquée pour l'accumulation d'épargnes liquides. Semblable attitude, en période de forte dépréciation monétaire, peut paraître irrationnelle. Est-ce sous l'influence des intermédiaires financiers qui sauront, eux, profiter de telles liquidités? Ou n'est-ce pas au contraire rationnel que de préférer la liquidité précisément parce qu'on peut la dépenser rapidement?

MM. Fortran et Klein nous décrivent encore trois essais de modélisation mathématique de l'épargne: ceux de Milton Friedman, de Taubman, et de R. Stone. En fin d'ouvrage, quelques excellentes pages résument les problèmes non résolus et les difficultés rencontrées dans la mesure de l'épargne et de ses variations. Nos auteurs avancent l'idée que le taux d'intérêt aussi bien que celui de l'inflation exercent très vraisemblablement une action sur la composition, sur la structure des patrimoines. Il serait plus difficile d'affirmer que ces phénomènes ont une influence déterminante sur le taux de l'épargne. Notons que cette dernière conclusion est peut-être plus justifiée en ce qui concerne le taux d'intérêt (au sujet duquel l'erreur de la théorie classique n'est plus à démontrer) que l'inflation. On voit que c'est un ouvrage riche d'enseignements que celui de MM. Fortran et Klein sur l'épargne des ménages.

FRANÇOIS SCHALLER

Anthologie des pédagogues français contemporains[1]

Voici un ouvrage dont nous ne connaissons pas d'équivalent. Vingt-huit éducateurs des cinquante dernières années sont présentés brièvement dans leurs vies et leurs écrits: après une brève notice biographique, deux, trois ou quatre textes de longueur variable font ressortir les idées et les expériences de chacun. Une petite introduction à ces morceaux en facilite la lecture.

A juste titre, les éditeurs ont fait place à quelques pédagogues, français de langue mais non de nationalité. Trois sont Suisses romands: Robert Dottrens, Jean Piaget et Samuel Roller. On nous permettra de regretter qu'à côté d'eux ne figurent pas Pierre Bovet et Edouard Claparède, fondateurs, à Genève, de l'Institut Jean-Jacques Rousseau, devenu plus tard l'Institut des sciences de l'éducation, rattaché aujourd'hui à l'Université. Assistant en psychologie d'Edouard Claparède, en 1931-1932, j'ai connu les débuts de cette institution, unique alors dans les pays de langue française et dont le rayonnement est toujours aussi grand. Oublié par les éditeurs, le nom de Claparède est cité souvent par les auteurs des textes repris dans cette anthologie.

PIERRE JACCARD

---

[1] J. CAMBON, R. DELECHET, L. LEFÈVRE: *Anthologie des pédagogues français contemporains*, Presses universitaires de France, Paris, 1974, 386p.